

Il y a cent ans, la Marche sur

Difficile de ne pas faire un rapprochement entre l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni et l'événement fondateur du fascisme. Une certitude : Benito Mussolini continue à séduire.

PASCAL MARTIN

Les tribulations de la vie politique ont voulu que l'arrivée de la « post-fasciste » Giorgia Meloni à la tête du gouvernement italien ait lieu quelques jours avant le centième anniversaire de la Marche sur Rome. De quoi rappeler une leçon séculaire : si l'histoire ne repasse jamais les mêmes plats, elle n'est pas avare pour autant en arrière-goûts amers.

Un bref rappel. Le 27 octobre 1922, les fascistes lancent la Marche sur Rome des « quadrumvirs ». Benito Mussolini, un ex-socialiste anticlérical et antimilitariste, a fondé trois ans plus tôt les Faisceaux italiens de combat, l'une des nombreuses organisations nationalistes qui exploitent au lendemain de la Grande Guerre les difficultés et les désillusions des anciens combattants. Après son échec aux élections de juin 1919, le fascisme a opté pour l'action illégale et subversive, en se posant en champion de l'ordre contre le bolchevisme. Sa milice – les Chemises noires – multiplie les actions violentes contre les organisations et les syndicats de gauche. En face, les partis traditionnels sont divisés. Mussolini ambitionne de prendre le pouvoir.

Le 27 octobre donc, 20.000 Chemises noires s'élancent vers Rome et tentent un incroyable coup de bluff : ou le gouvernement est remis à leur chef ou ils le prendront par la force. Le 29, Benito Mussolini est nommé président du Conseil par le roi Victor-Emmanuel III. Le 16 novembre, dans son « discours du Bivouac », il menace le Parlement de violences et de représailles si la majorité ne le suit pas docilement...

Tel est le point de bascule qui voit la jeune démocratie libérale italienne s'effacer progressivement devant un régime totalitaire né de la violence guerrière du premier conflit mondial, nourri à la violence politique de l'immédiat après-guerre, et qui prétend faire naître un « homme nouveau ».

Légitimation parlementaire

Cet engrenage n'aurait toutefois pas été possible sans la légitimation accordée au mouvement fasciste par le roi Victor-Emmanuel III qui cherche à préserver la monarchie, mais aussi par la démocratie parlementaire. Le gouvernement de coalition dirigé par Mussolini à l'automne 1922 réunit en effet les fascistes, les nationalistes, ainsi que des démocrates-sociaux, des monarchistes et des libéraux. Il sera légitimé une nouvelle fois par un vote de confiance, l'investiture étant accordée par 316 voix contre 116 et 7 abstentions.

L'Italie a rendez-vous avec la dictature. En 1924, le meurtre du député socialiste Giacomo Matteotti donne le ton. Le régime parlementaire a vécu. Les journaux antifascistes sont supprimés. Mussolini subjugué les foules comme jamais grâce à son charisme et à son éloquence. Sa gestuelle martiale et agitée fascine. Il hypnotise. Le fascisme est une mystique qui fait le plein dans les urnes lors des élections de 1929 et 1934 transformées en plébiscites. Et pour cause : les opposants ont quitté le pays et les moyens de contestation sont inexistantes.

La débâcle de 1945 n'éteindra cependant pas le fascisme. En Italie comme



en Autriche, l'épuration sera limitée, aboutissant à maintenir en place une partie du personnel – dans l'armée, l'administration, la police, les services secrets – qui a servi le régime mussolinien. Ses idées ne quitteront pas non plus la scène politique : le Mouvement social italien (MSI) fondé en 1946 prône un retour au fascisme révolutionnaire des origines. Il deviendra en 1995 Alliance Nationale, dont sera membre Giorgia Meloni, avant qu'elle ne fonde le parti d'extrême droite Fratelli di Italia.

Les historiens répugnent à comparer le passé et le présent, sinon en mettant des gants. Maurizio Serra (lire ci-contre), premier Italien à être élu à l'Académie française, dit croire que « ces ombres mussoliniennes ne rôdent plus dans les coulisses de notre présent. Et il serait encore plus facile d'historiciser ce personnage si nous arrêtons de le tirer sans cesse par les pieds... »

Mais les amalgames n'ont que faire de la raison. En 2021, Francesco Filippi publiait *Y a-t-il de bons dictateurs ? Mussolini, une amnésie collective*, ouvrage dans lequel l'historien des mentalités tordait le cou à de vieux canards ravigotés par les réseaux sociaux. De vieux canards qui cancanent le temps béni où « les trains arrivaient à l'heure en Italie », où l'ouvrier était heureux et l'économie nationale stable.

La « gentillesse » et la « bienveillance » du Duce

Une légende est sans doute plus pernicieuse que les autres : la « gentillesse » et la « bienveillance » du Duce. Cette croyance oublie un peu vite la violence des Chemises noires, les assassinats politiques décomplexés, les autodafés, la sale guerre d'Éthiopie, les camps de concentration en Libye, etc.

Une telle amnésie doit en partie à la nostalgie qui entoure la figure de Benito Mussolini, à une époque où une frange des opinions publiques européennes imagine que « l'homme fort » est la solution à leurs problèmes. En 2021, selon un sondage Ipsos, 66 % des Italiens de 16 à 25 ans estimaient que le régime fasciste a été « une dictature à condamner en partie, mais qui a aussi apporté des bénéfices ». Le Duce en deviendrait fréquentable, la « palme du mal toutes catégories » étant décernée de toute façon à Adolf Hitler, l'homme qui a provoqué la Seconde Guerre mondiale et ordonné la mise à mort de millions d'hommes et de femmes dans les camps d'extermination.

Pourtant, en 1938, les lois raciales et antisémites ne furent pas dictées par l'Allemagne nazie avec laquelle l'Italie fasciste avait décidé de s'allier, mais bien par Mussolini lui-même qui jusque-là avait « bridé » son antisémitisme.

Le 22 août de cette année-là, un recensement des Juifs est ordonné par le ministère de l'Intérieur. Parmi eux, les étrangers sont priés de quitter le territoire. Le décret-loi du 17 novembre s'en prend aux Juifs nationaux au nom de la défense de la race italienne. La machine est lancée. « En s'engageant sur la voie de l'antisémitisme d'Etat », écrit l'historienne Marie-Anne Matard-Bonucci dans *L'Histoire. La Révolution fasciste*, « le pouvoir fasciste ne songeait pas à exterminer les Juifs d'Italie. Mais avec la guerre, il se fit le complice passif puis volontaire de leur élimination. »

Les recherches historiques des dernières années ont ainsi porté un coup rude au mythe du « bon Italien » face au « méchant Allemand ». A la fin de 1942, les milieux dirigeants du régime

mussolinien connaissaient dans les grandes lignes l'existence de la Solution finale. Sur une population juive de 35.200 personnes, 8.566 furent déportées. 7.860 furent exterminées.

Première expérience totalitaire

L'Italie de l'entre-deux-guerres n'est pas seule à avoir succombé au charme du Duce. Mussolini a fasciné bien au-delà des frontières transalpines. Il a captivé nombre de personnalités de son temps, de Churchill à Gandhi. Son pouvoir fut perçu comme une dictature personnelle et « sympathique », alors que c'est bien la première expérience totalitaire européenne qui fut à l'œuvre dès le milieu des années 20, avec le but de transformer la société jusqu'en ses fondements. Le fascisme italien recroquevillé sur la nation s'est paradoxalement fait transnational. Il a fait des émules un peu partout, notamment en Belgique où il a servi de modèle à Léon Degrelle et à ses rexistes.

Commencée le 27 octobre 1922 avec la Marche sur Rome, l'aventure mussolinienne se termine misérablement en 1945 au terme d'une guerre désastreuse pour l'Italie. Le 28 avril, Mussolini, sa maîtresse Claretta Petacci et seize hiérarques du parti sont exécutés. La foule se déchaîne sur leurs corps exhibés à Milan.

Les termes « fascisme », « fasciste », « antifasciste », etc. leur ont survécu et pour longtemps. Cent ans après le « coup de bluff » de Mussolini, ils visent à discréditer les ennemis présumés de la démocratie : les Donald Trump, Jair Bolsonaro et autre Viktor Orban. Mais bien avant que ceux-là n'entrent en scène, Bertolt Brecht a eu ces mots qui n'ont pas fini d'interpeller : « Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution par temps de crise. » A méditer.